



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 11 juillet 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

Centrale de l'Est - Route Nationale
57270 Richemont

Références : RICHEMONT_ALFI_2024-07-08_RAPVI-AN-SHUNT_CPE_00223
Code AIOT : 0006201722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juillet 2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 24 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2.1.1 « gestion des shunts » sur des sites Seveso seuil haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont
- Code AIOT : 0006201722
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air. Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
4	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant a mis en place les procédures relatives à la gestion des shunts. Ces procédures sont intégrées au système de gestion de la sécurité (SGS) et n'appellent pas d'observations particulières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un SGS et qu'une procédure de gestion des shunts est prévue. Vu la procédure référence : SOP.CIP105.LOR.03 - Révision : 3 - Date d'application : 23/01/2024. Ce document définit le processus de gestion des moyens existants pour désactiver, même temporairement, une sécurité. Le terme générique de "shunt" est utilisé pour désigner ces différents moyens techniques. Des informations complémentaires sont mentionnées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : Le SGS dispose d'une procédure de gestion des shunts (référence SOP.CIP105.LOR.03 - révision : 3 - date d'application : 23/01/2024). Cette dernière prévoit notamment : <ul style="list-style-type: none">• le mode opératoire,• en cas de travaux de maintenance,• en cas de défaillance d'un équipement,• en cas particulier d'un EIS (Equipement Individuel de Sécurité) ou MMRI (Mesure de Maîtrise des Risques instrumentée),• les points de vigilance lors d'une phase de démarrage,• les informations à consigner lors de la pose d'un shunt,• le suivi des shunts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Dans le cas d'une défaillance d'un équipement, lorsque les circonstances imposent la mise en œuvre d'un shunt, le service production ou l'astreinte devra employer les moyens appropriés pour une surveillance de remplacement. S'il n'existe pas de solution de remplacement : <ul style="list-style-type: none">• l'équipe d'astreinte avertit la direction en heures ouvrées et l'astreinte direction en dehors des heures ouvrées,• elle met le shunt en oeuvre,• les opérations de pose et dépose du SHUNT seront enregistrées dans le e-logbook. Une fiche réflexe par EIS/MMR est établie et disponible au format informatique par chaque agent habilité. Dans le cas particulier d'un EIS/MMR ou MMRI, la mise en œuvre d'un mode dégradé impliquant la pose d'un shunt ou le changement de seuil d'alarme / déclenchement sur un EIS/MMR ne peut être réalisée qu'après validation de la direction (ou astreinte direction en dehors des heures ouvrées). Si aucune marche dégradée n'est définie, l'équipement est arrêté. Des informations complémentaires sont mentionnées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]
Constats : Selon la procédure de gestion des shunts, lors de la pose d'un shunt, les éléments suivants sont à renseigner dans le cahier de poste électronique elogbook : <ul style="list-style-type: none">• le tag de l'instrument,• le motif,• le demandeur (si différent de la personne qui crée le shunt dans eLogBook),• le type shunt physique, calibration, modification seuil, logique...

<ul style="list-style-type: none"> • s'il s'agit d'un EIS/MMR/MMRi, le nom de l'astreinte direction ayant validé le shunt, • la/les mesures compensatoires éventuelles, • lorsque le shunt est retiré, il est important de préciser la personne ayant demandé la levée du shunt (si différent de la personne qui renseigne eLogBook). <p>Le responsable d'exploitation ou son délégataire a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réaliser un suivi hebdomadaire des shunts sur les systèmes Yokogawa et Foxboro, • organiser un point hebdomadaire lors des relèves d'astreinte afin d'informer le personnel qui va prendre l'astreinte des shunts en cours ainsi que leurs impacts, • alerter la direction du site en cas de dérive par rapport à cette procédure, • insérer les shunts non répertoriés sur eLogbook en précisant "shunt non-répertorié". <p>Les shunts sont passés en revue à fréquence journalière lors des points "production" et à fréquence hebdomadaire lors des réunions managériales du lundi.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A partiel
Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <p>[...]</p> <p>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Ces actions sont tracées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les techniciens habilités EIS font l'objet d'un compagnonnage d'1 an environ avant leur habilitation.</p> <p>L'inspection a constaté sur la matrice des compétences utilisée dans le cadre du parcours de formation d'un nouveau technicien d'exploitation, de nombreuses connaissances sur l'exploitation du site, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sécurité, • instrumentation et automates, • traitement d'eau, • mécanique et électricité. <p>Seul le personnel habilité est autorisé à mettre en place ou à retirer des shunts.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>